

« Nous ne supportons plus la conflictualité »

Marc Sinnaeve, chargé de cours à l'Ihecs, scrute la façon dont l'histoire sociale contemporaine est médiatisée. Le capitalisme, dit-il, a gagné la guerre de la communication. Interview.

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble ! : Comment percevez-vous le traitement des questions sociales par la presse mainstream ?

Marc Sinnaeve : Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'on entend par « social » : la question sociale recouvre beaucoup de choses très différentes. A mes yeux, la question sociale, c'est avant tout la précarisation et l'augmentation des inégalités. Et sur ce point, il faut bien constater que les journalistes ne montent plus tellement au créneau. Les jeunes générations se sentent spontanément davantage d'affinités avec les thèmes défendus par les nouveaux mouvements sociaux (l'écologie, l'altermondialisme, les « zadistes »,

du reste. Plein de gens s'engagent dans la Plateforme citoyenne pour venir en aide aux sans-papiers du parc Maximilien, par exemple. Ils font cela spontanément, sans nécessairement s'impliquer en politique. Ces mouvements de solidarité sont ressentis par beaucoup comme plus sympathiques, plus sincères et plus utiles que les actions défendues par les syndicats, desquels on se méfie désormais presque autant que des partis. Cela tient aussi au fait que ces mouvements ont, en apparence en tout cas, une organisation plus horizontale et plus collaborative, un fonctionnement plus démocratique que ceux des syndicats. Le milieu social dans lequel ils recrutent est, aussi, plus proche de celui des journalistes. Bref, tout concourt à les rendre plus intéressants que les « vieux » syndicats aux yeux des journalistes.

De nouveau, ce n'est pas une volonté de leur part. Le néolibéralisme a gagné la bataille des idées : il est devenu « naturel » et n'est même plus ressenti comme une idéologie. Les jeunes générations de journalistes sont complètement déconnectées des enjeux politiques, économiques et sociaux, de la lutte des classes, des rapports de forces, tout ça. En dehors des engagements « sociétaux » évoqués plus haut, l'action politique, l'engagement au sein d'un « pilier » (syndicat, parti, mutuelle, etc.) ne les tente plus, ou rarement. Avant, les journalistes « sociaux » étaient souvent recrutés dans les rangs de ces « piliers » : ils avaient non seulement une bonne connaissance des matières sociales, mais aussi un goût pour l'action collective, au sein de laquelle ils avaient fait leurs armes. Ils étaient idéalistes, parfois un brin manichéens : le monde était divisé entre les « bons » et les « méchants », il leur offrait des repères qui leur permettait de se situer et de lire le monde. Aujourd'hui, tout cela ne leur parle plus : seule compte, pour eux, la liberté de chercher ce qu'ils veulent. Mais pour chercher, encore faut-il avoir des balises : ce n'est plus le cas. Les journalistes sociaux n'existent plus, la profession s'est « déspecialisée ». Ajoutez à cela que le néolibéralisme et l'individualisme, sont devenus l'horizon indépassable, et tout concourt à ce que l'action collective soit marginalisée, ringardisée elle aussi.

Et, au contraire, tout concourt à « ringardiser » les syndicats...

Il ne s'agit pas d'une volonté délibérée dans le chef des journalistes, mais plutôt d'une sorte d'éloignement culturel. Les syndicats ont une structure interne compliquée, rigide, relativement figée, et hiérarchisée à l'ancienne. Ils apparaissent en décalage avec les aspirations à de nouvelles formes de démocratie, plus spontanées et moins institutionnelles. Les syndicats sont de plus en plus assimilés aux institutions, et on les voit de moins en moins comme un contre-pouvoir. A l'heure où l'individualisme règne en maître, ils paient aussi le prix de la marginalisation de l'action collective.

Et les journalistes se rendent donc complices de cet individualisme forcé ?

Les grèves ne sont plus à la mode ?

Plus trop, en effet, même si on en parle, puisqu'elles font l'événement. On ne parle plus que des « chocs » : le « choc » Caterpillar, le « choc » Carrefour, etc. Une grève générale,



Marc Sinnaeve, chargé de cours à l'Ihecs : « Le traitement de l'info est de plus en plus dépolitisé. »

la défense des migrants, etc.) qu'avec la « vieille » question de la lutte des classes. Ces nouveaux mouvements ont développé un *modus operandi* davantage susceptible d'être médiatisé - des « actions », et non plus des grèves, qui font de bonnes images -, et se sont forgé une image plus moderne, plus jeune, que celle véhiculée par les syndicats. Bref, ils sont plus « sympas » et ils passent mieux à la télé. Et comme la télé a dicté ses règles de grammaire aux autres médias, les actions menées par les syndicats ont désormais moins le vent en poupe.

Les journalistes, dites-vous, se sentent culturellement plus proches de ces nouveaux mouvements sociaux que de la lutte syndicale traditionnelle...

Oui, comme beaucoup de citoyens,

c'est un « choc » aussi. Mais le reste du temps, tout ce qui amène à la grève, le lent détricotage des emplois, l'exclusion progressive des chômeurs, les coups portés au maillage social, tout ça, on en parle très peu. En outre, lorsqu'elles gênent le sacrosaint droit à la mobilité, quand elles entravent la liberté de se déplacer, les grèves sont vues comme totalement inadaptées au monde « moderne ». C'est ainsi que les grèves des Tec ou celles des agents de la SNCB sont particulièrement impopulaires : elles sont souvent perçues comme totalement archaïques.

Il y a donc des grèves plus « légitimes » que d'autres...

C'est très clair. Quand une entreprise ferme, quand des travailleurs sont plongés en plein désarroi, alors on en parle : d'eux, et aussi de leurs proches. On les montre avec beaucoup de bienveillance, on prend leur parti. Les grèves « affectives » sont bien vues. En revanche, quand la

de les « intéresser » à l'entreprise, de les faire « collaborer » à la prise de décision, etc., tout est fait pour lisser ces rapports de forces, non ?

La conflictualité, c'est pourtant l'essence même de la vie, des interactions entre les gens, qui doivent évoluer et s'entendre au-delà de leurs intérêts divergents et opposés. L'ordre normal des choses s'inscrit dans la conflictualité, et la société s'est donné les moyens de la gérer pacifiquement, par des mécanismes de résolution des conflits telle la concertation sociale. Mais, aujourd'hui, on confond la conflictualité avec le conflit lui-même, et on confond souvent le conflit avec la violence, qui promet de belles images : un docker qui retourne une voiture, cela frappe davantage les esprits qu'une négociation sociale portant sur des enjeux compliqués, et qui se solde le plus souvent par un compromis. Le conflit est visible, la conflictualité est devenue invisible. Or la violence, c'est précisément la conséquence d'une

ciété du présent, de l'immédiateté : du passé, on fait table rase. Même le bien-être, le confort et la réussite sociale doivent être rapides : les jeunes, biberonnés à l'image du succès foudroyant d'un Mark Zuckerberg, ne se reconnaissent plus dans l'ouvrier qui gagne sa vie durement...

« On ne perçoit plus le social que comme une béquille qui contribue à réduire les douleurs infligées par le système économique. »

Or le social ne peut s'appréhender qu'à travers les luttes du passé et leurs héritages...

Ce n'est qu'en regardant le passé qu'on en perçoit tout le sens, et toute l'importance. La lutte des classes n'est pas née de rien, mais bien de l'exploitation des travailleurs par les détenteurs du capital : et cela, ça paraît renvoyer à des temps très anciens... La signification du mot « social » a évolué dans le temps. Après avoir renvoyé à la notion de « lutte », il a été assimilé à la prospérité : entre les années 1945, et jusqu'au début des années 1980, on ne jurait que par l'« ascenseur social », qui était un véritable moteur de richesse nationale. Le « social » allait de pair avec la vitalité économique. Aujourd'hui, on confond « social » et « assistance ». Quand Elio Di Rupo lui-même, qui est pourtant socialiste, parle de « social »,

on dirait un curé : il évoque les « précarisés », les « pauvres », les « exclus ». On ne perçoit plus les actions sociales que comme des béquilles qui contribuent tant bien que mal à réduire les douleurs infligées par les dérives du système économique. C'est un peu comme l'« humanitaire », mais en moins sexy. Mais ce n'est pas cela, le « social » ! C'est la défense des droits des travailleurs, et pas ces actions sympathiques qu'on met en place pour venir en aide aux « basses classes ». □



grève sert à créer un rapport de forces entre les travailleurs et la direction, ou entre les travailleurs et le pouvoir politique, là, les médias sont beaucoup moins bienveillants. Les journalistes n'ont plus vraiment conscience de la conflictualité du rapport social. Perdre son job, ça n'est pas ringard, mais envisager les relations entre travailleurs et patrons sous l'angle des rapports de forces, ça, ça l'est.

A l'heure où l'on parle beaucoup de « responsabiliser » les travailleurs,

conflictualité qui n'a pas été prise en charge au travers de procédures de résolution de conflits, qui n'a pas été considérée comme suffisamment légitime. L'enjeu, aujourd'hui, c'est l'image et les représentations. La conflictualité est jugée dépassée, impuissante à résoudre les problèmes des gens.

N'est-ce pas la dictature de la vitesse, aussi, qui impose ses règles ?

Absolument ! On vit dans une so-